



Choix d'options au lycée : la réforme Blanquer en théorie. Et dans la réalité...



La réforme du baccalauréat et du lycée reste un des chantiers majeurs de Jean-Michel Blanquer.

©CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP
Education nationale

La réforme du baccalauréat et du lycée reste un des chantiers majeurs du quinquennat dans l'enseignement secondaire. Jamais un ministre n'est resté aussi longtemps à la tête de l'Education nationale que Jean-Michel Blanquer..

Atlantico : Alors que le quinquennat s'achève, quel bilan tirer de la réforme du bac de Blanquer ?

Sophie Audugé : Il faut d'abord reconnaître qu'elle n'a pas totalement pu se mettre en place compte tenu des deux années de pandémie qui ont fait basculer l'examen national en contrôle continu dont le niveau correspondait non pas à un seuil académique national mais à celui de l'établissement du bachelier. Sans surprise, le taux des résultats au bac en 2020 et 2021 a atteint des niveaux historiques et stratosphériques, idem sur le nombre de mentions. Le bac 2020 comme celui de 2021 en a perdu toute sa valeur. Quoi qu'il en soit, en dehors de ce contexte conjoncturel dont nous avons tous parfaitement conscience, la réforme du Bac de Jean-Michel Blanquer a été rejetée par l'ensemble du corps académique, enseignants comme chefs d'établissement et même l'inspection générale avait émis des doutes sérieux. Il faut aussi se souvenir que la réforme est arrivée dans un contexte déjà très tendu de la réforme des retraites dont les enseignants étaient parmi les plus malmenés de la fonction publique. Mais ce n'est pas l'unique raison. Certes cela a sans doute mis le feu aux poudres, il n'empêche que le rejet a porté tant sur la structure générale de la réforme, que sur les contenus et la faisabilité organisationnelle. Cette réforme a été conçue par des énarques, des mathématiciens et des grands corps de la fonction publique, et cela s'est vu. Elle est complètement inadaptée au terrain, à tous les niveaux. Arrive le Covid et les confinements qui mettent un coup d'arrêt par annulations successives des fameuses E3C d'abord (épreuves communes de contrôle continu), impossible d'organiser des épreuves communes car aucun établissement n'est au même niveau du programme.



S'en est suivi les annulations successives d'épreuves au fil du temps jouant sur les nerfs des candidats, des professeurs et des familles, pour aboutir à un diplôme donné sur la foi des seules notes de contrôle continu. Une attestation d'établissement en somme. Les résultats on les connaît pour le bac général en 2020, on fait sortir du secondaire 98,40 % des terminales avec le bac, et en 2021 ils sont 97,60% ! Évidemment personne n'est dupe. Les différences de niveau entre les lycées sont déjà bien identifiées par les établissements du supérieur accueillant les futurs bacheliers, et le système algorithmique de Parcoursup (très opaque) contribue à boucler la boucle puisque les admissions sont connues pour les meilleurs élèves avant d'avoir les résultats du bac. Le bac est ramené à une formalité administrative.

À Lire Aussi

Mathématiques : derrière la chute libre du niveau des élèves, la pénurie de profs à la hauteur

Finalement, la réforme n'a rien apporté si on s'en tient aux objectifs qui avaient été annoncés par le ministre. Par contre, elle a massacré l'enseignement des mathématiques dans le secondaire conduisant aujourd'hui à un retour en arrière d'urgence. Donc le bilan est mauvais. C'est une mise à mort du baccalauréat dont on peut, avec le recul, se demander si ce n'était pas finalement la finalité non avouée recherchée. Le recours à des experts, des chercheurs, des énarques, pour élaborer les programmes est une pratique qui fait sens dans l'enseignement supérieur mais qui est inadaptée s'agissant du secondaire. L'exigence théorique était très élevée, bien trop ambitieuse eu égard au niveau actuel des jeunes qui entrent au lycée. Alors, lorsqu'il a fallu l'appliquer au terrain, les enseignants les plus rigoureux se sont élevés sur l'incapacité à conduire une classe entière avec des niveaux totalement disparates à un tel niveau académique. L'autre problème a été le caractère absolument non fonctionnel de la mise en place d'autant de combinaisons de spécialités dans tous les établissements créant des disparités importantes d'un lycée à l'autre, d'une ville à l'autre. Les dérives ont été nombreuses. Notamment sur certains enseignements, relevant des sciences humaines, où la propagande de la culture woke a pris une place importante. Les programmes ont été conçus dans la précipitation. Une telle réforme n'aurait jamais dû être mise en œuvre à une telle distance du terrain et sans prendre le temps nécessaire, avec consultation des professeurs, d'établir des programmes adaptés. Outre les lycées d'excellence, le niveau était trop haut. Bien sûr il est important de retrouver le chemin de l'excellence pour notre système éducatif et c'est d'ailleurs ce que propose SOS Éducation dans ses 30 mesures pour l'École. Mais elle doit démarrer par une réforme structurelle profonde qui commence au CP avec une priorité sur les fondamentaux et le retour à des méthodes efficaces, qui inclut une réforme complète du collège et à partir de là, le corpus des apprentissages au lycée pourra prétendre s'atteler à des enseignements de spécialité ambitieux. Actuellement, cette réforme est inaccessible et produit l'effet inverse à l'objectif puisqu'elle aggrave les inégalités sociales, laissées en jachère du CP jusqu'à la fin du collège.

À Lire Aussi

Pandémie à l'école, maladresse politique ou courage idéologique face aux vieilles lunes du monde enseignant : que paie vraiment Jean-Michel Blanquer ?

La trop grande diversité des menus et options proposée était-elle irréaliste ? Dans un communiqué de 2019, vous soulignez qu'avec « 12 spécialités, on peut faire plus de 220 combinaisons possibles » et que cette réforme était une usine à gaz ?

Les menus de toutes les options n'étaient pas disponibles dans tous les lycées. L'organisation du système n'était pas faisable, hormis dans des très grands lycées. Les lycées prestigieux, ceux adossés à une classe préparatoire par exemple, se sont adaptés vite et bien. Ils ont choisi les spécialités qui correspondaient aux besoins de



leurs élèves et aux champs d'expertise de leur corps professoral. D'autres établissements ont fait ce qu'ils ont pu avec les moyens du bord à savoir le niveau de leurs élèves et la possibilité de leur équipe enseignante à prendre en charge tel ou tel enseignement de spécialité. En réalité, dans cette réforme, le manque de stratégie de moyens et de clairvoyance sur la réalité de terrain a totalement dévoyé les objectifs. Les spécialités sont pour beaucoup d'un niveau trop élevé et les professeurs ne sont pas tous en capacité de fournir l'enseignement demandé, ce qui rajoute une part d'arbitraire selon les établissements. Un professeur de géographie n'est pas nécessairement capable de donner un cours de sciences politiques. Le choix des spécialités se fait souvent par défaut. Au final la réforme du Bac de Jean-Michel Blanquer s'avère être une orientation par les notes et pas du tout en fonction des souhaits et des appétences des élèves, les notes, les effectifs et les spécialités disponibles, voilà les trois paramètres de l'équation dans une majorité de cas. Les parents qui ont essuyé les premières années de la réforme le savent bien. Certains mieux informés ont d'ailleurs pris les devants investissant massivement dans des cours privés pour garantir les bonnes notes sur les spécialités voulues en fin de seconde et en fin de première de leur enfant. Pour ceux qui le peuvent, le choix de l'établissement fait partie intégrante de l'équation, pour les autres, et bien... Ils ne seront sans doute pas énarques, ni grands mathématiciens, mais ils prendront surtout un grand coup au moral avec le sentiment d'avoir été placé en « seconde classe » du train pour la réussite de tous vanté par le ministre de l'Education nationale et par le président de la République.

La philosophie même de la réforme, avec notamment une spécialisation très précoce des enfants, est-elle problématique ?

Dès la fin de la troisième, on commence à demander à un élève quelles matières il aime pour lui dire d'investir ses efforts dans ces dernières en vue du choix d'option. C'est une pression supplémentaire pour les élèves. Entre 14 et 15 ans, en seconde, il est encore très difficile pour la majorité des élèves de choisir sa voie, et l'orientation par défaut est souvent de mise.

Mais ce qui est le plus critiquable il nous semble est que l'objectif d'un choix plus large de spécialités pour initier les jeunes à des domaines de savoirs nouveaux en vue de mieux cibler leur projet professionnel et donc l'orientation post bac, est passé complètement à la trappe. Rappelons que c'était là l'un des objectifs majeurs de cette réforme, face au constat que 60% des bacheliers échouent en première année du supérieur, et parmi eux une grande partie change d'orientation à l'issue de cette première année. Le problème de cette réforme est qu'ils ont voulu proposer des spécialités qui sont moins des matières que des champs d'études supérieures. Ce n'est pas une mauvaise idée au départ, et le pari de permettre une meilleure orientation pour plus de réussite post-bac est intéressant sur le papier. Mais derrière cette finalité théorique, il y a une réalité factuelle qui s'inscrit dans un historique de plusieurs décennies de mauvaises décisions pour l'école. En premier lieu évidemment le collège unique, la fin du redoublement, les 80% d'une classe d'âge au bac, et son corollaire : une grave dégradation du niveau des bacheliers. Aujourd'hui, on a le sentiment que nos gouvernants n'ont rien appris de ces mésaventures et poursuivent droit dans le mur. Après avoir dégradé le bac, ils veulent orienter presque 100% des bacheliers vers le supérieur. Cela n'est pas faisable. Les conséquences on les connaît, certaines filières du supérieur ne valent déjà plus rien! Des étudiants diplômés d'un bac + 3, 4 voire 5 ne sont pas capables d'avoir une pensée construite structurée ou de produire une note d'analyse de 2 pages sans fautes d'orthographe ou de syntaxe. L'effet obtenu est donc l'exact contraire à celui annoncé: une pression immense sur les enfants dès la troisième et un bachotage ciblé sur les spécialités les plus attendues selon les critères des établissements du supérieur... Ces derniers d'ailleurs n'ont absolument rien fait pour s'adapter à la réforme, ils poursuivent comme ils l'ont toujours fait en cherchant à



recruter les meilleurs élèves, en les jugeant sur les matières les plus exigeantes au niveau académique, parmi lesquelles, les maths ! CQFD.
Pour retrouver le communiqué de SOS Education sur la réforme du baccalauréat :
cliquez [ICI Mots-Clés France](#)

,
Réforme
,
professeurs
,
bilan
,
éducation
,
études supérieures
,
Parents
,
inégalités
,
éducation nationale
,
élèves
,
avenir
,
réalité
,
baccalauréat
,
concours
,
orientation
,
Enseignants
,
Lycées
,
conflits
,
Lycéens
,
perspectives
,
options
,



spécialités

,

Jean-Michel Blanquer

,

diplômes

,

ministre de l'éducation nationale

,

philosophie de la réforme Thématiques par Univers

- Décryptages
- Pépites
- Dossiers
- Rendez-vous
- Atlantico-Light
- Vidéos
- Podcasts

